

Le Monde étranger

LA RÉVOLUTION EN IRAN

Je dis non à la dictature des mollahs nous affirme M. Bakhtiari

(Suite de la première page)

M. Bakhtiari tient à mettre tout de suite les choses au point : « Je n'ai jamais été un mollah, ce qui est de la part de certains mollahs, une accusation grave. Je n'ai jamais été un mollah, ce qui est de la part de certains mollahs, une accusation grave. Je n'ai jamais été un mollah, ce qui est de la part de certains mollahs, une accusation grave. »

sur des coteries pour lui, mais dans six mois et dans le cas où il ne sera plus là, c'est à dire le président de la République, qui sera élu par le peuple iranien. Le parti de M. Bakhtiari, qui est le parti de la révolution, est le parti de la démocratie, de la liberté, de la justice, de la paix, de l'unité nationale, de la solidarité internationale, de la coopération avec tous les peuples pour la construction d'un monde meilleur.

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

LES NÉGOCIATIONS ISRAËLO-ÉGYPTIENNES

Le président Carter a invité MM. Dayan et Khalil à se réunir à nouveau avec M. Vance à Camp David

Jerusalem. — La relance des négociations israélo-égyptiennes au niveau ministériel, le 9 février, a été accueillie avec satisfaction en Israël où l'on comptait à l'avance sur une dénouement à l'impasse de la paix. L'invitation faite par le président Carter au ministre israélien des Affaires étrangères, Moshe Dayan, et au premier ministre égyptien, Anouar el-Sadate, de se réunir à Camp David avec le secrétaire d'Etat Cyrus Vance a mis au jour, dans ces négociations, un profond désaccord.

Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

Le gouvernement égyptien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février. Le gouvernement israélien, qui se réunit ce jour-là à l'invitation du président Carter, a approuvé un train de mesures d'austérité économique devant s'appliquer à partir du 15 février.

En UR.S.S.

LE GAZ IRANIAN MANQUE EN ARMÉNIE ET EN GÉORGIE

Moscou. — Les graves conséquences de la crise du pétrole et du gaz en Iran ont été ressenties en Arménie et en Géorgie. Les deux républiques soviétiques ont subi une pénurie de gaz iranien, ce qui a entraîné une série de coupures de courant et de chauffage.

En UR.S.S.

LE GAZ IRANIAN MANQUE EN ARMÉNIE ET EN GÉORGIE

Moscou. — Les graves conséquences de la crise du pétrole et du gaz en Iran ont été ressenties en Arménie et en Géorgie. Les deux républiques soviétiques ont subi une pénurie de gaz iranien, ce qui a entraîné une série de coupures de courant et de chauffage.

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

« Mais le rapport de forces n'est pas au point de vue de la dictature des mollahs. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. Les mollahs, c'est une caste, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir, une caste qui a le pouvoir. »

Les dépenses militaires restent prioritaires

nous déclare le nouveau ministre égyptien des finances, M. Ali Lofthi

De notre correspondant

Janvier 1979 : Les Égyptiens ont eu plus de vingt fois le budget de 1978, ce qui est un record. Le budget de 1979, qui est de 1,2 milliard de livres égyptiennes, est le plus élevé de l'histoire du pays. Le ministre des Finances, M. Ali Lofthi, a déclaré que les dépenses militaires restent prioritaires.

« Les dépenses militaires, nous les considérons comme une priorité absolue. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. »

« Les dépenses militaires, nous les considérons comme une priorité absolue. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. »

« Les dépenses militaires, nous les considérons comme une priorité absolue. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. »

« Les dépenses militaires, nous les considérons comme une priorité absolue. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. »

« Les dépenses militaires, nous les considérons comme une priorité absolue. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. »

« Les dépenses militaires, nous les considérons comme une priorité absolue. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. »

« Les dépenses militaires, nous les considérons comme une priorité absolue. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. Nous ne pouvons pas réduire les dépenses militaires, car elles sont nécessaires pour la défense du pays. »

L'histoire No 9

est en vente

L'histoire

La bataille de la 4 CV Renault
par P. Fridenson
La démocratie à Athènes
par C. Mosca
Les superstitions dans la France de Louis XIV
par P. Leboucq
Staline et les minorités en URSS
par H. Carrère d'Encausse
Le Grand Schisme de 1378
par P. Delouvé
"Voyage dans le temps"
Le temple taoïste
par P. Fava

LE N° 15 F

116 pages illustrées en noir et couleur. Format 20x28 cm

OFFRE D'ABONNEMENT

Un an : 140 F (au lieu de 165 F*)

Je souscris un abonnement d'un an (12 n°) à partir du n° 10 au prix spécial de 140 F (au lieu de 165 F*)

Nom : _____

Profession : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Je règle par : (R) Rente de l'histoire

☐ chèque bancaire

☐ chèque postal (3 volets)

☐ mandat

A retourner, accompagné de votre règlement, à L'histoire - 87, rue de Seine 75006 Paris

Abonnement Belgique : Soumillion S.P.A. avenue Maelbeek, 28 - 1800 Bruxelles

Le bilinguisme en question



Le Monde

politique

AVANT LE CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE

LE DÉBAT EUROPÉEN

Libres opinions

LES CHRÉTIENS NE SAURAIENT ÊTRE UN ENJEU

par PHILIPPE FARINE (*)

COMME il a raison, Pierre Marçais, de déclarer qu'il lui paraît capital « que notre parti dégage la dimension sociale » à l'heure où nous nous préparons à la réunion nationale. Mais, pour que cette dimension sociale ne soit pas réduite à un simple slogan, il faut qu'elle soit prise en compte dans toutes les décisions du parti. C'est pourquoi, à l'occasion du congrès, il est essentiel de débattre de la place des chrétiens dans le mouvement ouvrier. Les chrétiens ne sont pas un enjeu, mais ils sont une force humaine importante. Ils ont des préoccupations spécifiques, notamment en matière de justice sociale, de paix et de respect de la vie humaine. Le parti socialiste doit être capable de répondre à ces préoccupations de manière concrète et efficace. Cela implique une prise en compte de la diversité des opinions au sein du mouvement ouvrier, et une ouverture à la dialogue avec les autres forces politiques et sociales. Seule une telle attitude permettra au parti de remplir sa mission de progrès social et de justice pour tous.

M. MARÇAIS : il faut rééquibrer la gauche à l'avantage du P.C.

M. Georges Marçais, secrétaire général du P.C., a déclaré, le 7 février à Toulouse, au « Forum de la gauche », que le parti communiste doit rééquibrer la gauche à l'avantage du P.C. Il a souligné que le parti doit être capable de répondre à la demande de justice sociale et de paix, et qu'il doit être en mesure de proposer des solutions concrètes à ces problèmes. Il a également souligné que le parti doit être capable de dialoguer avec les autres forces politiques et sociales, et qu'il doit être en mesure de construire une large coalition pour le progrès social et la justice.

M. DEBRÉ : pas de dominante germano-anglo-saxonne.

Dans un article que publie le *Nouvelles Revue des Deux-Mondes*, M. Michel Debré écrit notamment : « La puissance économique, financière et finalement politique de l'Allemagne nouvelle conduit des esprits à raisonnablement à accepter pour demain une Europe dite "à deux vitesses", c'est-à-dire une Europe où l'Allemagne et la France, les deux pays les plus développés, seraient à la tête d'un noyau dur, tandis que les autres pays de l'Europe seraient intégrés à ce noyau par étapes. Cette vision est à rejeter. Elle est contraire à l'esprit de la Communauté européenne, qui est une communauté de tous les peuples de l'Europe. Elle est également contraire à l'intérêt de la France, qui doit rester une puissance majeure dans l'Europe. Il faut donc s'efforcer de construire une Europe à une seule vitesse, où tous les peuples de l'Europe puissent bénéficier des avantages de la coopération économique et politique. »

VIVE L'ATTAQUE DU SECRÉTAIRE AU FOREIGN OFFICE CONTRE LE BILATÉRALISME FRANCO-ALLEMAND

Londres (A.P.P.). — Le secrétaire au Foreign Office, M. Owen, a déclaré, le 7 février, à la *British Broadcasting Corporation*, que le Royaume-Uni ne saurait accepter une approche bilatérale franco-allemande dans les négociations de la Communauté européenne. Il a souligné que le Royaume-Uni doit être en mesure de participer pleinement à ces négociations, et qu'il doit être en mesure de défendre ses intérêts nationaux. Il a également souligné que le Royaume-Uni doit être en mesure de dialoguer avec les autres membres de la Communauté, et qu'il doit être en mesure de construire une large coalition pour le progrès social et la justice.

LES COMITÉS QUART-MONDE SOUTIENDRAIENT LES CANDIDATS D'EUROPE-ÉCOLOGIE

Les responsables du mouvement Europe-Écologie, constatant en vue des prochaines élections européennes que les membres de la C.M.E. (Coordination inter-régionale des mouvements écologistes) ont tenu, mercredi 7 février, à Paris, une conférence de presse. Ils ont confirmé qu'ils proposent la constitution d'une liste unique pour les élections européennes, et qu'ils soutiendront les candidats de l'Europe-Écologie. Ils ont également souligné que le mouvement Europe-Écologie doit être capable de répondre à la demande de justice sociale et de paix, et qu'il doit être en mesure de proposer des solutions concrètes à ces problèmes.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 7 février, au palais de l'Élysée, le communiqué officiel du conseil des ministres. Ce communiqué traite de la situation économique et sociale de la France, et des mesures que le gouvernement propose pour répondre à ces problèmes. Il souligne que le gouvernement est déterminé à lutter contre le chômage, à améliorer les conditions de travail, et à promouvoir la justice sociale. Il mentionne également les efforts du gouvernement pour renforcer la coopération internationale, et pour promouvoir la paix et la stabilité dans le monde.

Le communiqué officiel du conseil des ministres traite également de la situation internationale, et des positions de la France sur ces questions. Il souligne que la France est déterminée à promouvoir la paix et la stabilité dans le monde, et qu'elle est prête à dialoguer avec les autres pays pour répondre à ces défis. Il mentionne également les efforts de la France pour renforcer la coopération internationale, et pour promouvoir la justice sociale et la paix.

CORRESPONDANCE

Le général Challe en mai 1958

Notre ami reçoit la lettre suivante de M. Pierre de Chevigny : « Dans un article intitulé "Le général Challe en mai 1958", paru dans le *Monde*, vous avez écrit que le général Challe était un homme d'exception, et que sa décision de démissionner était une décision courageuse. Je tiens à vous remercier pour cette analyse, et à vous dire que je suis tout à fait d'accord avec vous. Le général Challe était un homme d'exception, et sa décision de démissionner était une décision courageuse. Il a été un leader inspirant, et un homme d'action. Sa décision de démissionner a été une décision qui a marqué l'histoire. Je suis sûr que son exemple continuera d'inspirer les générations futures. »

LES TRANSPORTS

Le ministre des transports a déclaré, le 7 février, que le gouvernement est déterminé à améliorer les services de transport, et à répondre aux besoins des citoyens. Il a souligné que le gouvernement va investir dans les infrastructures de transport, et qu'il va promouvoir l'innovation dans ce domaine. Il a également souligné que le gouvernement va travailler à réduire les coûts de transport, et à améliorer la qualité des services.

M. JEAN FILIPPI (M.R.G.) EST ELU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE CORSE

M. Jean Filippi, député du M.R.G., a été élu président du conseil régional de Corse, le 7 février. Il a été élu à la tête d'une majorité composée de membres du M.R.G. et de membres d'autres formations politiques. M. Filippi a déclaré qu'il est honoré d'être élu président du conseil régional, et qu'il s'engage à travailler pour le bien-être de la Corse.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Le tribunal de première instance de Paris a rendu, le 7 février, un jugement dans une affaire de droit de la presse. Le tribunal a condamné un certain nombre de personnes à des amendes pour avoir publié des informations fausses. Le tribunal a également ordonné la suppression de ces informations. Cette décision a été accueillie avec satisfaction par les autorités judiciaires.

LA SIDERURGIE

Le ministre de l'Industrie a déclaré, le 7 février, que le gouvernement est déterminé à soutenir l'industrie sidérurgique, et à promouvoir la production nationale. Il a souligné que le gouvernement va investir dans la recherche et le développement dans ce domaine, et qu'il va travailler à réduire les coûts de production. Il a également souligné que le gouvernement va promouvoir l'exportation des produits sidérurgiques français.

M. Claude Gaudet, directeur de la réglementation et du contrôle des transports

M. Claude Gaudet, directeur de la réglementation et du contrôle des transports, a déclaré, le 7 février, que le gouvernement est déterminé à améliorer la sécurité des transports, et à promouvoir la fluidité des déplacements. Il a souligné que le gouvernement va investir dans la recherche et le développement dans ce domaine, et qu'il va travailler à réduire les coûts de transport.

[illegible]

**JOURS
DE
FRANCE**

Shells

un nouveau style



vous y trouverez cette semaine :
LA MODE DE CHANEL
et la mode à deux
grand reportage en FLORIDE

LA MODE DE
et la mode à deux
Un grand reportage en FLORIDE
nant roman

Un grand roman
le passionnant roman
« DIANE ET ANTONIA »
et un nouveau et captivant roman
« LES ROUGEVILLE »
ins humoristiques
Blanc

- « LES ROUGEVILLE »**
- les dessins humoristiques de Faizant, Kiraz et Blanc
 - toute l'actualité en photos
 - la télévision • le cinéma • la décoration
 - la beauté et la santé
 - les petites nouvelles auto-moto - aviation
 - la recette de cuisine • l'horoscope, etc.
- PRIX : 5 F**

PRIX : 5 F

MÉDECIN

M. PHILIPPE LAURE
CÈDE A M. CONSTANT
LA DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'INSERM



[illegible][illegible]

U. m.

MIRABEAU

CHARLOTTE LAMERIE

APRIL 1961

B. ardt.

17^o arrdt.
 18^o arrdt.
 19^o arrdt.
 20^o arrdt.
 21^o arrdt.
 22^o arrdt.
 23^o arrdt.
 24^o arrdt.
 25^o arrdt.
 26^o arrdt.
 27^o arrdt.
 28^o arrdt.
 29^o arrdt.
 30^o arrdt.
 31^o arrdt.
 32^o arrdt.
 33^o arrdt.
 34^o arrdt.
 35^o arrdt.
 36^o arrdt.
 37^o arrdt.
 38^o arrdt.
 39^o arrdt.
 40^o arrdt.
 41^o arrdt.
 42^o arrdt.
 43^o arrdt.
 44^o arrdt.
 45^o arrdt.
 46^o arrdt.
 47^o arrdt.
 48^o arrdt.
 49^o arrdt.
 50^o arrdt.
 51^o arrdt.
 52^o arrdt.
 53^o arrdt.
 54^o arrdt.
 55^o arrdt.
 56^o arrdt.
 57^o arrdt.
 58^o arrdt.
 59^o arrdt.
 60^o arrdt.
 61^o arrdt.
 62^o arrdt.
 63^o arrdt.
 64^o arrdt.
 65^o arrdt.
 66^o arrdt.
 67^o arrdt.
 68^o arrdt.
 69^o arrdt.
 70^o arrdt.
 71^o arrdt.
 72^o arrdt.
 73^o arrdt.
 74^o arrdt.
 75^o arrdt.
 76^o arrdt.
 77^o arrdt.
 78^o arrdt.
 79^o arrdt.
 80^o arrdt.
 81^o arrdt.
 82^o arrdt.
 83^o arrdt.
 84^o arrdt.
 85^o arrdt.
 86^o arrdt.
 87^o arrdt.
 88^o arrdt.
 89^o arrdt.
 90^o arrdt.
 91^o arrdt.
 92^o arrdt.
 93^o arrdt.
 94^o arrdt.
 95^o arrdt.
 96^o arrdt.
 97^o arrdt.
 98^o arrdt.
 99^o arrdt.
 100^o arrdt.

11° ardet.

[illegible][illegible]

Le Monde

régions

Ile-de-France

La place des Vosges sauvée des voitures

Il y a une dizaine d'années, M. Edmond Michélin, alors ministre des affaires culturelles, obtint des crédits spéciaux pour que les immeubles de la place des Vosges soient remis en état et qu'il soit procédé progressivement à leur ravalement. Aujourd'hui, on peut constater que plus de la moitié des admirables pavillons qu'en Henri IV fit construire sur ancêtres et rangés en carré, pour se faire une des plus belles places de Paris, sont restaurés, mais il reste un problème à résoudre : celui du jardin public situé au centre du quadrilatère, seul espace vert des treizième et quatorzième arrondissements.

Au chevronné atèle, ce jardin n'existait pas, et la large esplanade qui recouvrait l'ancien état fut, mais entourée d'une belle grille de fer forgé assez basse, œuvre du sculpteur Michel Halet. Une statue en bronze de Louis XIII avait été placée au centre de la place en 1838. Jus-

qu'en 1789, époque où on planta son pourtour de deux rangées de tilleuls, qui furent remplacés peu après par des ormes, rien ne masquait à la vue l'harmonie que formaient les pavillons de brique et de pierre.

Ce n'est qu'en 1888 qu'on décida de planter un jardin public. En 1891, on avait remplacé le statue de Louis XIII par l'effigie en marbre blanc qui ornait toujours le centre du jardin. Enfin, une très médiocre grille en fonte remplaça la très belle œuvre de Michel Halet, dispersée elle aussi dans la tourmente révolutionnaire.

Des habitants du quartier viennent de se réunir sous l'égide des « Usagers de la place des Vosges » pour alerter l'opinion sur l'état de délabrement de la place. C'est un fait que le square Louis-XIII présente un aspect assez désoleant, malgré les tilleuls plantés il y a quelques années pour remplacer les ormes qui avaient disparu ; les pelouses sont maculées, la décoration florale n'a pas été renouvelée et à l'extérieur des grilles des voitures stationnent souvent sur plusieurs files.

L'aménagement de ce jardin public présente, il est vrai, quelques difficultés. C'est, comme nous l'avons dit, le seul espace vert de l'arrondissement pouvant être utilisé comme terrain de jeu par les enfants, ce qui réduit d'autant la possibilité de planter des massifs floraux. En outre, si comme l'envisage la municipalité de Paris, on aménage la place des Vosges en secteur piétonnier sur trois côtés, il faudra bien songer à construire un parc de stationnement.

Le projet qui est à l'étude à la mairie de Paris prévoit que durant les travaux on ne touche pas aux plantations existantes et que les trémières d'arbres seront installées hors de la place dans le carré formé par les rues de Turenne et des Princes-Bourgeois. Enfin, la municipalité de Paris a l'intention de doter le jardin de nouveaux bancs de pierre et de faire pousser une pelouse, le long des tilleuls nouvellement plantés.

ANDRÉ JACOB.

A PARIS DANS LE SEIZIÈME ARRONDISSEMENT

L'expérience de zone piétonne dans le quartier de Passy est pratiquement abandonnée

Le maire de Paris a pratiquement décidé, le 7 février, de renoncer à l'expérience de quartier piétonne mise en place le 15 novembre dernier à Passy, dans le 16^e arrondissement de Paris.

Il indique dans un communiqué la solution suivante : « Réouverture immédiate de la rue de Passy et de la rue Godefridi à la circulation automobile normale ; mise en voie piétonne définitive de la rue de l'Annexion entre la place de Passy et la rue Labruny ; maintien des trottoirs élargis dans le premier tronçon de la rue de Passy et réalisation progressive de nouvelles aménagements de trottoirs et de chaussées en direction de la place de Passy afin de parvenir à une continuité vélocité dans ce secteur ; mise au point ultérieure, en concertation avec les usagers, de nouvelles expériences limitées dans le temps ».

Ainsi s'achève la longue bataille qui dans le quartier avait opposé partisans et opposants de cette expérience et qui notamment avait mobilisé dans des camps différents deux élus D.D.F. de l'arrondissement, M. Gilbert Gaudier et M. Georges Mouton. Ce dernier a d'ailleurs démissionné de son poste de conseiller municipal en déclarant que les intentions du maire se déclaraient favorables aux rues piétonnes n'avaient pas permis de réaliser la première expérience de zone piétonne.

Le cabinet de M. Chirac justifie la position de celui-ci dans un texte qui précise notamment : « Le maire de Paris favorable au développement des voies piétonnes dans le quartier rappelle qu'à la demande de la commission du schéma d'arrondissement il avait décidé qu'une expérience piétonne suivie d'un bilan précoce sera tentée dans le secteur de la rue de Passy. Le maire se félicite que cette expérience se soit déroulée dans un esprit de concertation très large avec l'ensemble des intéressés dont les opinions ont été régulièrement recueillies. Près de 30 % des personnes interrogées ont manifesté leur intérêt pour ce type de médiane expérimentale. Le schéma du bilan dressé dans des conditions très objectives par la direction de la voirie, il est apparu que les rues résistent partiellement et en particulier qu'une majorité de commerçants démontrent hostilité à la mise en voie piétonne définitive ».

« Soucieux de tenir compte des avis des usagers et après avoir consulté le conseil d'arrondissement, le maire a décidé de renoncer à la mise en voie piétonne définitive de la rue de Passy ».

Les Annales de la recherche urbaine

Recherches et débats N° 2 - janvier 1979 - 30 F Les villes nouvelles de la région parisienne. Du projet politique à la réalisation. J.-P. ALDUI.

L'expérience des villes nouvelles. Réponses à J.-P. Aldui. J.-E. BOLLIER.

La recherche écologique : pourquoi? A. DREYFUS.

Nord-Pas-de-Calais

La décision d'agrandir la centrale de Gravelines a surpris les responsables dunkerquois

De notre correspondant

Dunkerque. — L'annonce de l'extension de la centrale électrique de Gravelines (1) a été accueillie avec beaucoup de surprise dans la région de Dunkerque. On s'attendait certes depuis des mois à une décision concernant les tranches 5 et 6, mais que l'on ait parlé dans les milieux les plus autorisés de la « saturation du site » avec quatre réacteurs de 900 MW. Le premier doit être complété au début du 1^{er} juillet de cette année, le second est en voie d'achèvement et les deux autres en construction. Les deux tranches suivantes, dont la section locale de l'entreprise et la réalisation personnelle du maître d'ouvrage, seraient des unités de 1 300 MW.

La surprise vient de ce que cette annonce ait été faite au lendemain de la visite à Gravelines du ministre de l'Équipement, M. d'Ornano (le Monde du 7 février), interrogé par le maire d'une commune proche de la centrale sur l'opportunité de cette extension, le ministre « avait répondu : « Ça serait une erreur de prendre aujourd'hui une décision qui doit intervenir dans cinq ou six ans. Chaque année apporte des informations complémentaires ».

Le 11 juillet 1978, le conseil régional avait adopté une délibération conditionnant l'extension de Gravelines à l'approfondissement des connaissances sur les effets de rejet en milieu marin.

La décision des pouvoirs publics d'inscrire de nombreuses firmes et entreprises de travaux publics souchées par l'achèvement des chantiers du littoral nord ; les milieux économiques du littoral Dunkerque-Calais espèrent aussi l'annonce du choix d'un site voisin de Gravelines (Ostendegat) pour la création de la seconde usine européenne d'entretien des navires, ce qui leur permettrait de réaliser le projet CORDEP (2) en matière.

(1) Cette décision a été prise après quatre ans de débats et après la décision d'agrandir la centrale qui sera reconstruite à Gravelines en 1982.

tenant suspendre la décision des nouveaux responsables de l'Etat, franchement très engagés dans l'opération.

MARC BURNOD.

La réaction des syndicats et des écologistes

La C.F.D.T. indique dans un communiqué : « Le mouvement de la construction de centrales nucléaires, au charbon, au gaz ou hydrauliques devient indispensable pour la sécurité, l'approvisionnement électrique du pays, le président de la République s'oblige à porter sur la scène nucléaire tout électrique ».

M. Jean-Claude Casanova, l'un des animateurs de l'Association de défense de l'environnement du littoral Flandre-Artelle, conteste les arguments avancés pour justifier la relance du programme nucléaire.

« Le nucléaire ne crée pas d'emplois stables dans la région, ce n'est pas à considérer. Les autres sources d'énergie créent davantage d'emplois ; le nucléaire ne permet pas de faire face rapidement à nos besoins énergétiques sans qu'un chantier de réacteur dure sept ans et que le programme électro-nucléaire commencent à se réaliser en 1982, plus d'électricité qu'il n'en produira ».

M. Jean-Claude Delarue, l'un des porte-parole du mouvement Écologie, a notamment déclaré : « Nous condamnons la décision du président de la République pour trois raisons. L'extension du programme nucléaire est décidée une fois de plus sans consulter les populations intéressées. Les risques du port nucléaire ne sont toujours pas éliminés ; le problème des déchets n'est pas résolu et les effluents d'une centrale comme celle de Gravelines préoccupent les populations riveraines de Flandre-Artelle. Enfin, l'indépendance énergétique de la France n'est véritablement assurée par le recours au nucléaire ».

S.O.S. PARIS : pitié pour Bercy et le marché Saint-Quentin.

L'association S.O.S.-Paris est hostile à la création d'un centre omnisports sur le terrain des entreprises viticoles de Bercy, dans le 12^e arrondissement. Elle estime que le site de Bercy, les allées plantées et les pavillons des marchands de vin méritent d'être préservés, même si on donne à cet espace une vocation sportive. Deux options sont possibles : l'une option affirmative, qui consisterait à vendre du sport professionnel pour alimenter un commerce spécialisé. Une option prudençonne, qui serait de mettre cet espace à la disposition de la jeunesse de Paris et d'organiser pour s'entraîner et se divertir, ce qui s'accomplirait peut-être dans le temps, d'y organiser des compétitions à une échelle régionale.

L'autre part, S.O.S.-Paris a présenté un projet de réhabilitation du marché Saint-Quentin, boulevard Magenta (10^e), qui doit être remplacé par un ensemble neuf (côté, mille de sport, installé au sud-est du site).

Et si on parlait un peu de nous !

Il y a peu de chance que le Monsieur qui parle dans le poste ait envie de parler de nous.

Que 1.000 professionnels du voyage s'unissent, comme les agents de change, les notaires, pour se garantir entre eux, c'est trop banal pour que l'on en parle.

Et cependant, en achetant ses vacances dans une agence de voyages membre de l'Association Professionnelle de Solidarité, le consommateur est garanti pour l'argent qu'il dépose et, en plus, est certain de pouvoir partir ou revenir quelque soit la destination, le prix du voyage ou sa durée.

On parlait bien sûr du krach de certains de nos confrères, des problèmes posés par tel transporteur, ça c'est intéressant.

Mais parler de ceux qui se dévouent et qui œuvrent véritablement pour le consommateur, c'est au fond tellement banal qu'il nous faut parler de nous, pour que le public sache que nous existons et qu'il peut partir en confiance.

Puisque l'on est décidé à ne parler que des trains qui arrivent en retard, des affaires qui déposent leur bilan, etc. nous prenons le parti, aujourd'hui, de dire qui nous sommes et pourquoi nous le sommes.

BONNES VACANCES ! MERCI DE PARLER DE NOUS.



APSAV 4, rue Villaret de Joyeuse 75017 Paris - Tél. 755.61.20

سوسا في الرحال

Le Monde

La mise en règle pourrait permettre

La mise en règle pourrait permettre... (Text continues on the right page, partially obscured and blurry)

صكذامن الاصل

Le Monde économie

La mise en règlement judiciaire de Manufrance pourrait permettre de sortir de l'impasse

Comme l'on s'y attendait à Saint-Etienne, le tribunal de commerce de Lyon a décidé, mercredi 7 février, de déclarer Manufrance en état de règlement judiciaire. La décision a été rendue devant la préfecture de Saint-Etienne. Une dérogation interjudiciaire a été reçue par M. Georges Badault, préfet de la Loire. Afin que la reprise du travail ne soit pas interrompue, mais sans que personne ne s'y oppose, une « parole de nuit des locaux » a été assurée par cent quatre-vingt volontaires, à la demande de la C.G.T.

Commentant la décision du tribunal de commerce, le P.D.G. de l'entreprise, M. Mesurier, a déclaré que le délai qu'il avait demandé n'a été accordé qu'après une longue négociation. « Je souhaitais en effet que cette décision soit repoussée jusqu'à la présentation d'un plan de redressement que je n'étais pas en mesure de présenter pour le moment. Je regrette que le tribunal n'ait pas tenu compte de mes vœux, car cette décision pourrait avoir de graves conséquences tant sur le plan social que sur le plan commercial », a déclaré M. Mesurier, qui estime cependant que l'entreprise peut être sauvée et que son renouveau est à conserver en toute sérénité.

De son côté, M. Sanguedolce, maire (P.C.) de Saint-Etienne, a dénoncé ce qu'il considère comme « une véritable agression contre la population laborieuse de Saint-Etienne ». La municipalité ne laissera pas se perpétuer ce mauvais coup. Nous restons aux côtés des travailleurs de Manufrance, et toute la population avec nous, pour que la firme stéphanoise ne soit pas démantelée », a ajouté M. Sanguedolce.

La mise en règlement judiciaire prononcée mercredi n'entraîne pas la poursuite de l'activité de la firme stéphanoise. Le conseil d'administration et le P.D.G. vont donc pouvoir continuer à préparer un nouveau plan de redressement sous le contrôle de deux syndicats.

Si ce plan présentait des chances sérieuses de réussite, il est vraisemblable que le tribunal de commerce de Saint-Etienne accorderait les délais nécessaires à la réalisation.

M. Mesurier, qui ne se montre pas hostile, avant la décision du tribunal, à poursuivre son action, en qualité de P.D.G., parvient à réunir rapidement ses partenaires — et les fonds nécessaires — qui ont tant fait défaut jusqu'à ce jour.

BERNARD ELIE.

De notre correspondant régional

Les prévisions de trésorerie n'ont pas été optimistes. Le chiffre d'affaires de l'année 1978 s'est élevé à 115 millions de francs en février, soit un excédent de 10 millions de francs par rapport à l'année 1977. Mais, si l'on se réfère à la situation de l'année 1978, on ne peut pas se satisfaire de ce chiffre d'affaires. Les prévisions de l'année 1979, qui ne sont pas encore établies, sont de 120 millions de francs. Ce chiffre d'affaires, qui ne permet pas de couvrir les dépenses, est insuffisant pour permettre de couvrir les dépenses de l'entreprise.

Le P.D.G. de l'entreprise, M. Mesurier, a déclaré que l'entreprise ne peut pas se permettre de continuer à fonctionner dans ces conditions. Il a donc décidé de déposer un bilan et de demander au tribunal de commerce de Lyon de déclarer l'entreprise en état de règlement judiciaire.

Les raisons qui ont amené la décision du tribunal de commerce de Lyon de déclarer Manufrance en état de règlement judiciaire sont multiples. Elles sont liées à la situation financière de l'entreprise, à la situation sociale, et à la situation commerciale.

La situation financière de l'entreprise est délicate. Les dépenses de l'entreprise sont supérieures à ses recettes. Cela a entraîné une dégradation de la situation financière de l'entreprise.

La situation sociale de l'entreprise est également délicate. Les travailleurs de l'entreprise ont subi de nombreuses difficultés, notamment en matière de salaire et de conditions de travail.

La situation commerciale de l'entreprise est également délicate. Les ventes de l'entreprise ont diminué, ce qui a entraîné une diminution de son chiffre d'affaires.

PLUS DURE SERA LA CHUTE

Lyon. — Il n'est pas très éloigné le temps où l'on enviait ceux qui travaillaient à la « Manu ». Mais, à présent, c'est la chute qui est à craindre. La chute de Manufrance est inévitable. Elle sera plus dure que la chute de nombreuses autres entreprises.

La chute de Manufrance est due à de nombreuses causes. Elle est due à la situation financière de l'entreprise, à la situation sociale, et à la situation commerciale.

De notre correspondant régional

La chute de Manufrance est inévitable. Elle sera plus dure que la chute de nombreuses autres entreprises. Elle est due à de nombreuses causes. Elle est due à la situation financière de l'entreprise, à la situation sociale, et à la situation commerciale.

La chute de Manufrance est inévitable. Elle sera plus dure que la chute de nombreuses autres entreprises. Elle est due à de nombreuses causes. Elle est due à la situation financière de l'entreprise, à la situation sociale, et à la situation commerciale.

La chute de Manufrance est inévitable. Elle sera plus dure que la chute de nombreuses autres entreprises. Elle est due à de nombreuses causes. Elle est due à la situation financière de l'entreprise, à la situation sociale, et à la situation commerciale.

LES DEUX FRANCE

(Suite de la première page.)

En fait, la frontière de la prépondérance industrielle passe maintenant entre ceux qui ont la malchance d'avoir travaillé dans des secteurs industriels en perte de vitesse et les autres, les « privilégiés », comme l'écrit récemment un de nos lecteurs (1), étant ceux de la fonction publique.

Il est trop facile de dire que la victime d'un licenciement n'est pas celui à la coupe populaire, comme souvent d'ailleurs le cas au temps de la grande crise de 1929-1932. En fait, il faut toujours rappeler qu'il y a une grande inégalité dans le revenu de remplacement des chômeurs. Même ceux du haut de l'échelle — si l'on peut dire — ont des revenus qui touchent pendant un an 80 % de leur salaire soit un tiers de leur salaire net, ce qui est très insuffisant pour assurer la subsistance d'une famille, et ce, pendant un an.

De même, la situation des chômeurs est très différente. Les chômeurs de longue durée ont des difficultés beaucoup plus grandes que les chômeurs de courte durée.

La chute de Manufrance est inévitable. Elle sera plus dure que la chute de nombreuses autres entreprises. Elle est due à de nombreuses causes. Elle est due à la situation financière de l'entreprise, à la situation sociale, et à la situation commerciale.

LOGEMENT

A Paris, la forte hausse des prix des appartements relance la demande locative

Les agents immobiliers de Paris et de la région parisienne sont optimistes. Ils ont en effet constaté que la demande locative a augmenté de manière significative.

Cela est dû à la forte hausse des prix des appartements. Les prix ont augmenté de 10 à 15 % en moyenne.

Cette hausse des prix a entraîné une augmentation de la demande locative. Les locataires cherchent à louer des appartements moins chers.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISE	100 FR.	100 DM.	100 S.	100 £.	100 ¥.
U.S.	6,55	1,36	206	163	360
U.R.S.S.	13,75	2,80	440	352	770
U.R.S.S. (nouveau)	13,75	2,80	440	352	770
U.R.S.S. (ancien)	13,75	2,80	440	352	770

TAUX DES EURO-MONNAIES

DEVISE	100 FR.	100 DM.	100 S.	100 £.	100 ¥.
U.S.	6,55	1,36	206	163	360
U.R.S.S.	13,75	2,80	440	352	770
U.R.S.S. (nouveau)	13,75	2,80	440	352	770
U.R.S.S. (ancien)	13,75	2,80	440	352	770

De notre correspondant régional

[illegible]

Le Monde

EN 1979

UN JOUR DANS LE MONDE

1. IDRES — EGLISE ET AVORTEMENT.
2. ETRANGER — La révolution en Iran.
3. AMERIQUES — Les négociations américano-égyptiennes.
4. ASIE — Le Japon élargit de nouveau son soutien aux frontières de Vietnam.
5. EUROPE — L'Italie : les partis sont décidés à servir une enquête parlementaire sur l'officine Moro.
6. AFRIQUE — La visite de M. Giacobbe d'Alger au Cameroun.
7. POLITIQUE — LIBRES OPINIONS : « Les chrétiens ne sentent-ils pas un enjeu », par Philippe Férin.
8. SOCIÉTÉ — Les étrangers en France.
9. JUSTICE — DÉFENSE.
10. ÉDUCATION — Les réactions en projet de réforme des études médicales.
11. RELIGION

LE MONDE DES LIVRES

PAROIS 13 A 10

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

LES PUBLICATIONS de Bernard

Point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25, point-De-Vue : 4-25

Les achats de pétrole par la France ne devront pas dépasser 58 milliards de francs

Les prix de l'essence et du supercarburant ne vont pas augmenter. Le gouvernement a estimé devoir illustrer les conséquences de la hausse du prix du pétrole par rapport au dollar sur un produit particulièrement sensible à l'appréhension publique et à l'indigne des prix. Mais en devrait apprendre, dans un avenir très bref, si le soutien à la mine de l'industrie, M. Giraud, la modification des prix des deux autres produits que le gouvernement contrôle (fuel domestique et gasoil).

L'indéniable mécanique de la hausse de 5 % du prix du pétrole brut, des neurés du trait et de la valeur du franc par rapport au dollar — 10 F par tonne toutes taxes comprises — entraînerait une augmentation de l'ordre de 5 centimes par litre. A cela pourrait s'ajouter quelques centimes (2 à 3) pour tenir compte de la dévaluation de la marge des revendeurs et de l'incidence des achats sur le marché libre de l'ordre de 10 % de nos approvisionnements.

D'autre part, les prix de l'essence et du super à la sortie des raffineries pourraient être réduits de 1 centime, afin d'augmenter la marge des pompistes. L'annonce de la baisse de la consommation de pétrole par le secteur domestique et le gasoil devrait donc finalement se situer entre 4 et 6 centimes par litre. Plus qu'un court terme, le gouvernement est attaché au moyen terme. Non pour remettre en cause la politique prioritaire en 1979 mais pour faire le point quatre ans après. Les objectifs de consommation d'énergie pour 1981 ont été réduits à la baisse : 230 millions de tonnes d'équivalent pétrole contre une prévision de 240 millions en 1979. Le pétrole représentera alors 45 % de notre consommation (contre 52 % en 1979) et le nucléaire moins de 20 %.

C'est peut-être sur le nucléaire qu'il faut insister le plus. La construction d'un second réacteur de 1 300 mégawatts à Cadarache et d'un

cinquième réacteur de 800 mégawatts à Gravelines. Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 7 février, la construction de Gravelines-VI n'a pas été arrêtée. Mais les objectifs pour 1982 ne pourront être atteints si le soutien à la mine de l'industrie, M. Giraud, la modification des prix des deux autres produits que le gouvernement contrôle (fuel domestique et gasoil).

L'indéniable mécanique de la hausse de 5 % du prix du pétrole brut, des neurés du trait et de la valeur du franc par rapport au dollar — 10 F par tonne toutes taxes comprises — entraînerait une augmentation de l'ordre de 5 centimes par litre. A cela pourrait s'ajouter quelques centimes (2 à 3) pour tenir compte de la dévaluation de la marge des revendeurs et de l'incidence des achats sur le marché libre de l'ordre de 10 % de nos approvisionnements.

D'autre part, les prix de l'essence et du super à la sortie des raffineries pourraient être réduits de 1 centime, afin d'augmenter la marge des pompistes. L'annonce de la baisse de la consommation de pétrole par le secteur domestique et le gasoil devrait donc finalement se situer entre 4 et 6 centimes par litre. Plus qu'un court terme, le gouvernement est attaché au moyen terme. Non pour remettre en cause la politique prioritaire en 1979 mais pour faire le point quatre ans après. Les objectifs de consommation d'énergie pour 1981 ont été réduits à la baisse : 230 millions de tonnes d'équivalent pétrole contre une prévision de 240 millions en 1979. Le pétrole représentera alors 45 % de notre consommation (contre 52 % en 1979) et le nucléaire moins de 20 %.

C'est peut-être sur le nucléaire qu'il faut insister le plus. La construction d'un second réacteur de 1 300 mégawatts à Cadarache et d'un

cinquième réacteur de 800 mégawatts à Gravelines. Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 7 février, la construction de Gravelines-VI n'a pas été arrêtée. Mais les objectifs pour 1982 ne pourront être atteints si le soutien à la mine de l'industrie, M. Giraud, la modification des prix des deux autres produits que le gouvernement contrôle (fuel domestique et gasoil).

L'indéniable mécanique de la hausse de 5 % du prix du pétrole brut, des neurés du trait et de la valeur du franc par rapport au dollar — 10 F par tonne toutes taxes comprises — entraînerait une augmentation de l'ordre de 5 centimes par litre. A cela pourrait s'ajouter quelques centimes (2 à 3) pour tenir compte de la dévaluation de la marge des revendeurs et de l'incidence des achats sur le marché libre de l'ordre de 10 % de nos approvisionnements.

D'autre part, les prix de l'essence et du super à la sortie des raffineries pourraient être réduits de 1 centime, afin d'augmenter la marge des pompistes. L'annonce de la baisse de la consommation de pétrole par le secteur domestique et le gasoil devrait donc finalement se situer entre 4 et 6 centimes par litre. Plus qu'un court terme, le gouvernement est attaché au moyen terme. Non pour remettre en cause la politique prioritaire en 1979 mais pour faire le point quatre ans après. Les objectifs de consommation d'énergie pour 1981 ont été réduits à la baisse : 230 millions de tonnes d'équivalent pétrole contre une prévision de 240 millions en 1979. Le pétrole représentera alors 45 % de notre consommation (contre 52 % en 1979) et le nucléaire moins de 20 %.

C'est peut-être sur le nucléaire qu'il faut insister le plus. La construction d'un second réacteur de 1 300 mégawatts à Cadarache et d'un

La compagnie japonaise T.D.A. achète six Airbus

De notre correspondant

Tokyo. — La compagnie aérienne japonaise T.D.A., qui dessert des lignes intérieures, a décidé d'acheter six Airbus A300. Le délégué de T.D.A. a été annoncé complètement. M. Tanaka, si par le consortium Airbus Industrie. Bien qu'il s'agisse d'une décision « de principe », on estime que les six appareils seront livrés avant la fin de l'année.

C'est la première commande de l'industrie aéronautique japonaise au Japon depuis trente ans. Les compagnies aériennes japonaises ont traditionnellement acheté des avions américains ou européens. Cette rupture dans une tradition qui semblait bien établie est due essentiellement aux qualités de l'appareil européen, soulignent les dirigeants de T.D.A. qui se choisent l'Airbus et le DC-10. Les performances en vol, la consommation, la sécurité, la rapidité de l'entretien, les coûts d'exploitation sont les raisons principales de ce choix.

Cette commande, qui, contrairement à ce que nous avons écrit, ne concerne pas la ligne internationale, est destinée à remplacer les six Boeing 747-200 qui seront livrés en 1981. Les six Airbus A300 seront livrés en 1982 et 1983. Les coûts d'exploitation sont les raisons principales de ce choix.

Le cours de l'or continue de monter

De notre correspondant

En outre, la demande de l'industrie aéronautique japonaise au Japon depuis trente ans. Les compagnies aériennes japonaises ont traditionnellement acheté des avions américains ou européens. Cette rupture dans une tradition qui semblait bien établie est due essentiellement aux qualités de l'appareil européen, soulignent les dirigeants de T.D.A. qui se choisent l'Airbus et le DC-10. Les performances en vol, la consommation, la sécurité, la rapidité de l'entretien, les coûts d'exploitation sont les raisons principales de ce choix.

Cette commande, qui, contrairement à ce que nous avons écrit, ne concerne pas la ligne internationale, est destinée à remplacer les six Boeing 747-200 qui seront livrés en 1981. Les six Airbus A300 seront livrés en 1982 et 1983. Les coûts d'exploitation sont les raisons principales de ce choix.

Cette commande, qui, contrairement à ce que nous avons écrit, ne concerne pas la ligne internationale, est destinée à remplacer les six Boeing 747-200 qui seront livrés en 1981. Les six Airbus A300 seront livrés en 1982 et 1983. Les coûts d'exploitation sont les raisons principales de ce choix.

Le tribunal de Senlis ordonne l'évacuation du siège social d'Electrolux occupé par des ouvriers ardennais

De notre correspondant

Le tribunal de grande instance de Senlis (Oise) a ordonné, le mercredi 7 février, l'évacuation du siège social de la société Electrolux, situé dans cette ville et appartenant à la société Ardennaise d'Industrie et de Commerce. Les ouvriers Ardennais occupent le siège social de la société Electrolux, situé dans cette ville et appartenant à la société Ardennaise d'Industrie et de Commerce. Les ouvriers Ardennais occupent le siège social de la société Electrolux, situé dans cette ville et appartenant à la société Ardennaise d'Industrie et de Commerce.

La Loire-Atlantique paralysée par une journée nationale de lutte contre le chômage

De notre correspondant

Nantes. — La journée internationale de lutte contre le chômage a été célébrée, le mercredi 7 février, dans la Loire-Atlantique. Les manifestations ont été organisées par les syndicats et les associations de chômeurs. Les manifestations ont été organisées par les syndicats et les associations de chômeurs.

Le tribunal de Senlis ordonne l'évacuation du siège social d'Electrolux occupé par des ouvriers ardennais

De notre correspondant

Le tribunal de grande instance de Senlis (Oise) a ordonné, le mercredi 7 février, l'évacuation du siège social de la société Electrolux, situé dans cette ville et appartenant à la société Ardennaise d'Industrie et de Commerce. Les ouvriers Ardennais occupent le siège social de la société Electrolux, situé dans cette ville et appartenant à la société Ardennaise d'Industrie et de Commerce.

SCHUBERT : UN OPERA OUBLIÉ, DE QUI EST MORT MOZART, BRUCE SPRINGSTEEN A SAN FRANCISCO, PIERRE PERRET, TOUS LES CONCERTS.

Au sommaire du 8 du Monde de la Musique : Les concerts de la semaine de la musique (une grande compilation). Le Monde de la Musique / Institut Louis Lullier, le piano de Glenn Gould, une œuvre oubliée de Schubert, Ernest Chausson et Anton Bruckner compositeurs méconnus, de qui est mort Mozart, Bruce Springsteen à San Francisco, une interview de Michel Perrot, une enquête sur les jeunes musiciens, une interview de Pierre Perret, une étude sur trois compositeurs contemporains : Cristobal Halpern, Ray et Brian Ferry, des livres sur la musique, les disques du mois, tous les concerts à Paris, le Monde de la Musique, que votre marchand de journaux, 7 francs.

LE MONDE DE LA MUSIQUE

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

du 1^{er} au 17 février
offre spéciale
d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES
formule 1050 F
avec gilet 1200 F
La tradition anglaise d'avant
à Paris, 28 rue Tronche, depuis 1920

BMW-POZZI
CONCESSIONNAIRE OFFICIEL
10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris
essais de la nouvelle gamme 754.91.64
754.91.65
IMPORTANTS ATELIERS SPECIALISÉS 755.62.29

Le numéro du « Monde »
daté 8 février 1979 a été tiré
à 371.572 exemplaires.

QUATRE OUVRAGES PEINTES SONT MORTELLEMENT INTOXIQUES PAR DES ÉMANATIONS DE GAZ.
Quatre œuvres peintes par le peintre hollandais J.M.W. Turner, exposées à la galerie d'art de la ville de New York, ont été déclarées dangereuses par les services de santé publique. Les œuvres, qui sont des peintures de paysages, contiennent des pigments toxiques qui peuvent émettre des gaz dangereux lorsqu'elles sont exposées à la lumière.

LE MONDE DE LA MUSIQUE
Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

le Portugal et la Chine
établissement des relations
diplomatiques

les relations entre les États
au pays d'

Beau
vaut
l'appel
de Yaoundé

Le dollar aux environs
de 4,22 francs

Un ent

La gauche
de ses
Si France
à l'élect

SCHUBERT : UN OPERA OUBLIÉ, DE QUI EST MORT MOZART, BRUCE SPRINGSTEEN A SAN FRANCISCO, PIERRE PERRET, TOUS LES CONCERTS.

LE MONDE DE LA MUSIQUE
Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

العدد 371572